

Ce matin aux portes
du Technocentre :
Versez à la collecte
pour l'étincelle !

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

lundi 3 mai 2010

Après les Grecs, à qui le tour ?

Nouvelle hausse de 2% de la TVA, suppression des 13^e et 14^e mois pour les fonctionnaires, gel des salaires, recul de l'âge de départ à la retraite, révision de la législation sur les licenciements pour permettre aux patrons de licencier plus facilement, salaire minimum abaissé pour les jeunes... Voilà ce que Sarkozy comme Merkel, sans oublier le directeur « socialiste » du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss Kahn, appellent un plan d'aide à la Grèce ! Une guerre de classe contre les travailleurs. Voilà dont se réjouissent, sans honte, les gouvernements européens.

Ce plan d'austérité vaut tous ces plans scélérats que le FMI imposait jusque-là aux pays du tiers monde en réduisant à la misère noire leurs populations, en démantelant ce qui restait de leurs services publics tout en favorisant toujours plus la corruption.

Ce FMI, qui n'est jamais que l'huissier des grandes banques et multinationales des pays riches, vient donc désormais présenter aussi la note aux peuples d'Europe. Car le plan d'austérité était bien la condition posée par le FMI et les Etats de la zone Euro pour prêter des fonds à la Grèce. Un prêt, il faut le préciser, dont les conditions ne sont pas particulièrement avantageuses, avec un taux d'intérêt à 5%.

Il s'agit de « prêter » à l'Etat grec de quoi rembourser les traites à venir à ses créanciers, disons plutôt ses usuriers. Ce qui signifie que les premiers milliards versés par le FMI et les Etats européens ces prochains jours iront d'abord dans les coffres des grandes banques qui possèdent une partie de la dette grecque (et en profitent !), à commencer par les banques allemandes et françaises ! Comme ceux du Crédit Agricole, qui en détient pour 850 millions d'euros. Mais aussi la Société générale, la BNP Paribas, etc.

Ces mêmes banques ont déjà reçu des milliards de l'Etat l'an dernier pour avoir trop spéculé. Elles repassent maintenant à la caisse au détriment des travailleurs grecs !

Mais déjà d'autres pays sont pointés du doigt, annonçant la succession de nouveaux plans d'austérité dans tout le reste de l'Europe, y compris en France. A croire qu'à force de cynisme, tous ces gens-là préparent une bonne révolution, qui pourrait bien se propager un de ces jours d'un bout à l'autre de l'Europe !

Le FMI, donc, va aujourd'hui chercher l'argent dans les poches des salariés et retraités grecs, au profit des principaux responsables de la crise grecque. Car ce sont ces mêmes banques et financiers qui spéculent sur la dette grecque et imposent des taux d'intérêt usuraires à la Grèce.

Mais si la bourgeoisie, avec ses politiciens de toutes couleurs, y compris socialistes, est unanime à réclamer des sacrifices au peuple grec, il n'est pas dit qu'elle y arrivera si facilement. Les travailleurs grecs ne se laissent pas bernier par les discours sur les sacrifices nécessaires.

Ils ont eu mille fois raison de manifester le premier mai contre le plan du gouvernement « socialiste », et de crier leur refus des « mesures barbares » imposées par le FMI. Une mobilisation qui se poursuivra le 5 mai avec une journée de grève générale.

La Grèce, pays d'Europe plus petit et un peu plus endetté que d'autres, a été la première cible des spéculateurs, les fameux « marchés ». Mais ce n'est pas un cas isolé. Déjà on nous annonce que le Portugal, l'Irlande et l'Espagne sont dans la ligne de mire. De toute façon, les gouvernements de ces pays ont eux aussi entamé des attaques contre les travailleurs du même ordre que le plan grec sous prétexte de réduire des déficits excessifs. Et en France, la réforme des retraites que prépare le gouvernement est aussi présentée sous cet angle.

Solidaires avec le peuple grec, il faut l'être ! Avec les travailleurs qui refusent les mesures programmées par la bourgeoisie grecque, appuyée par les gouvernements européens et le FMI. Et la meilleure façon d'être solidaire, c'est de nous battre pour faire reculer, nous aussi, les plans anti-ouvriers auxquels nous avons à faire face.

L'open space m'a tuer

Ayant déménagé dans leurs nouveaux locaux, les directeurs de la DSIR et de la Direction Commerciale exigent des bureaux fermés. Ce qui n'est pas du goût des autres directeurs qui travaillent en open space. Ceux-ci sont aussitôt montés au créneau contre cette insupportable injustice, au point d'obliger Pelata à trancher bientôt cette grave question.

Il y a deux mois, l'injustice de la PPG n'avait pas soulevé la même indignation dans ces rangs.

Des CV à la DCV

Pour pallier le manque d'effectifs dû au PRV, la Direction des Coûts des Ventes (DCV) a eu une dérogation cette année pour 22 embauches. Mais bizarrement, la direction dit ne pas trouver de candidats, du moins à son goût, et lance un challenge embauche avec 250 € de bons d'achat au salarié qui trouvera la perle rare !

Elle ferait mieux d'embaucher les prestataires et les apprentis et d'augmenter les salaires de 250 €.

Toujours plus vite

Value-up Product Process Program, plus connu sous le sigle V3P. C'est le nom du dernier programme de réduction des plannings de projets véhicules. Son objectif est de réduire jusqu'à 2 fois le planning aval, après le gel design 100 %, ou d'obtenir un projet en 18 mois en moyenne au lieu de 24.

Cela implique des changements de processus de travail qui ajoutent au stress ambiant. Et avec la suppression des SLots, c'est le client qui risque d'essuyer les plâtres. Au risque d'aboutir à des rappels comme chez Toyota ?

Stress ainsi que les hommes vivent

Le cabinet Technologia vient de rendre son nouveau rapport à partir d'une deuxième enquête menée depuis la vague de suicides au TCR. Plus de 3 salariés sur 4 se disent pressés par le temps, 27,7 % sont en situation de travail tendu...

C'est sûr qu'après le chômage partiel, le PRV, le départ des prestataires, le raccourcissement des délais et les coupes dans les budgets, il ne faut pas s'attendre à des améliorations.

Insécurité en hausse

D'après le dernier rapport Technologia, plus de la moitié des salariés de Renault interrogés sentent la sécurité de leur emploi menacés, contre moins de un sur cinq en 2007. Poursuite des délocalisations, réduction des effectifs et discours insistants sur l'employabilité sont passés par là.

Macdocentre

Pour les déménagements et le regroupement des effectifs au Technocentre, la direction a visé le free cash flow, mais rien n'est prévu pour la restauration collective.

Allongement des files d'attente, augmentation du niveau sonore... Il n'y a que les conditions de travail des salariés d'Avenance qui sont en baisse.

Chaises musicales

Pour accueillir les collègues du Plessis ou de Boulogne, une partie des déménagements se fait d'abord en interne de l'Avancée vers la Ruche ou les Labos puis du Gradient vers l'Avancée, etc.

Et comme le but est d'augmenter le nombre de résidents, on tasse au passage : les surfaces de travail sont réduites, le nombre de salariés par plateau augmenté, quitte à les placer dans des coins sombres ou bruyants.

Salaire, emploi : jamais le bon moment

Chiffre d'affaire automobile en hausse de 30,3 %, ventes en Europe en hausse de 37,7 %... Le 1^{er} trimestre 2010 commence sur les chapeaux de roue pour Renault, contrairement aux discours alarmistes qui ont surtout servi à justifier le blocage des salaires et les réductions d'effectifs.

Le pire serait devant nous selon la direction. Peut-être. En attendant, même quand ça va mieux, il faut se serrer la ceinture.

Habillé pour l'hiver

Lors de l'assemblée générale du 30 avril, les actionnaires pesant 83,87 % des actions de Renault ont renouvelé le mandat de Carlos Ghosn, et au passage sa « retraite chapeau ».

Mais beaucoup d'actionnaires, parmi les petits, n'ont pas digéré cette retraite supplémentaire versée par l'entreprise et comprise entre 30 et 45 % de sa rémunération (part fixe et part variable). Au point d'obliger la tribune à traiter ce sujet en premier lors de la traditionnelle série des réponses aux questions écrites.

L'amiante tue, le profit aussi

Le Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale (TASS) du Mans a condamné Renault pour faute inexcusable dans la mort d'un électromécanicien de Renault Le Mans. Christian est mort il y a 4 ans d'un cancer broncho-pulmonaire foudroyant à 53 ans. Il avait de l'amiante dans ses poumons.

Le TASS a jugé que la direction Renault du Mans était responsable de ne pas l'en avoir protégé. Un mort de plus pour le free cash flow.